



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 NOVEMBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par un ordre en conseil, en date du quatre novembre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal: MM. Placide Daoust, négociant, et Joseph Alphonse Christin, manufacturier, de la cité de Montréal. 3557

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du six août 1903, pour la paroisse de Saint-François, dans le comté de Beauce, et de nommer par commission, en date du douze novembre 1903, MM. Georges Caron, Joseph Bernard, fils d'Elzéar, Majorique Lessard, Augustin Poulin, Napoléon Mathieu, Ephrem Denis, Charles Jolicœur, Jean Mathieu, Jean Fortin, Elzéar Bisson, Alexis Morin et Cyrille Paré, tous cultivateurs, et Louis Veilleux, courtier, de Saint-François, commissaires de la dite cour. 3559

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st NOVEMBER, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointments

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the fourth of November, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal: Messrs. Placide Daoust, trader, and Joseph Alphonse Christin, manufacturer, of the city of Montreal. 3558

His Honor the Administrator has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, for the parish of Saint-François, in the county of Beauce, and to appoint by commission, dated the twelfth of November, 1903, Messrs. Georges Caron, Joseph Bernard, son of Elzéar, Majorique Lessard, Augustin Poulin, Napoleon Mathieu, Ephrem Denis, Charles Jolicœur, Jean Mathieu, Jean Fortin, Elzéar Bisson, Alexis Morin and Cyrille Paré, all farmers, and Louis Veilleux, broker, of Saint-François, commissioners of the said court. 3560

Proclamation

Canada, }
Province de } L. N. CASAULT
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie
Québec.

2837

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treize novembre 1903, incorporant MM. Ernest Paquet, marchand, Godfroi Langlois, journaliste, Gaston Maillet, dentiste, Arthur Lamarche, avocat, et Albert Lasalle, médecin, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : fabriquer, vendre et échanger toutes machines et tous articles nécessaires ou utiles à l'art dentaire, faire tous actes de commerce, d'annonces et de publicités en rapport

Proclamation

Canada, }
Province de } L. N. CASAULT.
Québec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.]

ROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2838

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1903, incorporating Messrs. Ernest Paquet, marchand, Godfroi Langlois, journaliste, Gaston Maillet, dentiste, Arthur Lamarche, advocate, and Albert Lasalle, physician, of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to fabricate, sell and exchange any machinery necessary or useful to the dental art, to do all acts of trade, of advertizing and publication con-

avec les objets énoncés ci-haut, sous le nom de "Institut Dentaire Franco-Américain," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour de novembre 1903.

3563
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Québec, 17 novembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur l'Administrateur de la province, par Victor Joannette, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Timothée, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Louis Gervais, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite paroisse de Saint-Timothée, dans le dit district, en vertu des dispositions du code du notariat.

3561
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

No 2851.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre officiel de Notre-Dame-des-Anges de Stanbridge, savoir: Nos 139, 140, 141 et 142;

Du cadastre de Stanbridge Station, les lots suivants, savoir: Nos 116, 126, 128, 110, 111, 112, 115, 113, 114, 105, 107 et 120;

Du cadastre de Notre-Dame de Stanbridge, les lots suivants, savoir: Nos 744, 746, et la partie est du No 748, et d'annexer tous ces divers lots, pour les fins scolaires, à la municipalité protestante de "Bedford," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devra compter que du 1er juillet prochain, 1904. 3555

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Canton McNider.

12^e rang.

Lot 19, à Ignace Marquis.
Lot 20, à Alex. Marquis.
Lot 24, à Désiré Fortin.
Lot 25, à Gaudiose Pinault.
Lot 26, à J. Bte Pouliot.
Lot 28, à Jos. Caron.
Lot 29, à Jos. Ouellet.
Lot 30, à Frs Gagnon.

½ S. O. du lot 31, à Aimé Levesque.

Canton Matalik.

2^e rang.

Lot 6, à Willy Tremblay.
Lot 42, à Guill. Levesque.
Lot 43, à Jos. Levesque.

3^e rang.

Lot 43, à P. O. O. Hébert.
Lot 44, à Alf. Bolduc.

Canton Awantjish.

Lot 31 du 8^e rang, à Jos. Alexis Gendron.

Canton Cabot.

Lot 28 du 3^e rang, à Ernest Belliveau.
Lot 6 du 10^e rang, à Ignace Levesque.

connected with the purposes herein above set forth, by the name of "Institut Dentaire Franco-Canadien," with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of November, 1903.

3564
AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

Quebec, 17th November, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Administrator of the province of Quebec, by Victor Joannette, esquire, notary public, residing and practicing at the parish of Saint Timothy, in the county and district of Beauharnois, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Gervais, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Saint Timothy aforesaid, in the said district, in virtue of the provisions of the notarial code.

3562
AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

No. 2851.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Notre Dame des Anges de Stanbridge, county of Missisquoi, the following lots of the official cadastre of Notre Dame des Anges de Stanbridge, to wit: Nos. 139, 140, 141 and 142;

Of the cadastre of Stanbridge Station, the following lots, to wit: Nos. 116, 126, 128, 110, 111, 112, 115, 113, 114, 105, 107 and 120;

Of the cadastre of the Notre Dame de Stanbridge, the following lots, to wit: Nos. 744, 746, and the east part of No. 748, and to annex all these several lots, for school purposes, to the protestant school municipality of Bedford, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 3556

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township McNider.

12th range.

Lot 19, to Ignace Marquis.
Lot 20, to Alex. Marquis.
Lot 24, to Désiré Fortin.
Lot 25, to Gaudiose Pinault.
Lot 26, to J. Bte Pouliot.
Lot 28, to Jos. Caron.
Lot 29, to Jos. Ouellet.
Lot 30, to Frs Gagnon.
S. W. ½ of lot 31, to Aimé Levesque.

Township Matalik

2nd range.

Lot 6, to Willy Tremblay.
Lot 42, to Guill. Levesque
Lot 43, to Jos. Levesque.

3rd range.

Lot 43, to P. O. O. Hébert.
Lot 44, to Alf. Bolduc.

Township Awantjish.

Lot 31 of 8th range, to Jos. Alexis Gendron.

Township Cabot.

Lot 28 of 3rd range, to Ernest Belliveau.
Lot 6 of 10th range, to Ignace Levesque.

Canton Lepage.
Lot 32, du 4e rang N. O., à Marcel LeBrun.
Canton Humqui.

2e rang.
Lot 14, à Laurent Cormier.
Lot 15, à Aubin Richard.

Canton Ristigouche.
Lot 12 du 9e rang, à Wm. Audet.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 21 novembre 1903.

3577

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les

Township Lepage.
Lot 32 of 4th range N. W., to Marcel LeBrun.
Township Humqui.

2nd range.
Lot 14, to Laurent Cormier.
Lot 15, to Aubin Richard.

Township Ristigouche.
Lot 12 of 9th range, to Wm. Audet.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 21st November, 1903.

3578

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bill.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french lan-

langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du

guages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, ... de, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one news-

district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré

paper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private

par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3079

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association", maintenant établie conformément à l'article 3096 des S. R. de Québec, tel qu'amendé par le chapitre 32, 62 Vict., dont l'objet est de procurer des secours aux employés de "The Montreal Street Railway Company" et de "The Montreal Park and Island Railway Company", qui pourront devenir membres de la dite association.

(a) En donnant des allocations, soins du médecin et médecines aux membres incapables de remplir leur travail ordinaire ou tout autre emploi au service des compagnies pour cause de maladie ou blessures corporelles.

(b) En donnant des allocations en cas de décès aux représentants des membres décédés.

(c) En donnant une pension aux membres âgés et invalides, et en donnant l'autorité d'acquérir des meubles et immeubles, et de faire et passer des

Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3080

Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association," which is now established in accordance with article 3096 R. S. of Quebec, as amended by chapter 32, 62 Vict., the object of which is to afford relief to such employees of the Montreal Street Railway Company and the Montreal Park and Island Railway Company, as may become members of the said association.

(a) By providing allowances, medical attendance and medicine to members when incapable of following their usual or any other suitable employment in the service of the companies by reason of illness, or bodily injury.

(b) By providing allowances in case of death to the representatives of deceased members.

(c) By providing a pension for old and disabled members, and giving authority to acquire moveable and immoveable properties, and to make and adopt

règlements concernant l'administration de la dite corporation, de fixer et choisir le nombre de directeurs de la dite association et de ratifier les règlements de l'association existante pour les fins de l'association devant être incorporée et tous les autres pouvoirs nécessaires aux dites fins.

PREFONTAINE, ARCHER,
PERRON & TASCHEREAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 11 novembre 1903. 3535.2

by-laws concerning the administration of said corporation, to fix and choose the number of directors of the said association and to ratify the by-laws of the existing association for the purpose of the association to be incorporated and all other powers necessary for its purposes.

PREFONTAINE, ARCHER,
PERRON & TASCHEREAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 11th November, 1903. 3536

Avis Divers

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 290.

Dame Rébecca Boisvert, épouse commune en biens de Gonzague Landry, journalier, de la ville de Grand'Mère, Demanderesse ;

vs

Le dit Gonzague Landry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 novembre courant.

L. J. BLONDIN,

Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 9 novembre 1903. 3551

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 219

Dame Agnès Thivierge, de Thetford Mines, en le canton de Thetford, en le district d'Arthabaska, épouse de Pierre Grégoire, menuisier-entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée par l'honorable juge P. Aug. Choquette, à ester en justice, l'un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Grégoire, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-unième jour d'octobre mil neuf cent trois.

PACAUD & BOLDUC,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 21 octobre 1903. 3347.4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 248.

Dame Nellie Gélina, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, épouse de Wilbrez Ferron, charbonnier, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilbrez Ferron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'octobre 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,

Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 24 octobre 1903. 3359.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1704.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par Madame Emma Perreault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Major, entrepreneur plâtrier, et dûment autorisée à ester en justice contre son mari, le dit Jean-Baptiste Major, tous deux des cité et district de Montréal.

C. A. ARCHAMBAULT,

Avocat de la demanderesse.
Montréal, 29 octobre 1903. 3405.4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 290.

Dame Rébecca Boisvert, wife common as to property of Gonzague Landry, laborer, of the town of Grand'Mère, Plaintiff ;

vs

The said Gonzague Landry, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the 6th November, 1903.

L. J. BLONDIN,

Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 9th November, 1903. 3562

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 219.

Dame Agnès Thivierge, of Thetford Mines, in the township of Thetford, in the district of Arthabaska, wife of Pierre Grégoire, contractor and joiner, of the same place, duly authorized by the Honorable Judge P. Aug. Choquette, one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Grégoire, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty first day of October, one thousand nine hundred and three.

PACAUD & BOLDUC,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 21st October, 1903. 3348

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 248.

Dame Nellie Gélina, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, wife of Wilbrez Ferron, wheelwright, of the said parish, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Wilbrez Ferron, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventh day of October, 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,

Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 24th October, 1903. 3360

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1704.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Madam Emma Perreault, wife common as to property of John Baptist Major, plastering contractor, and duly authorized for the purpose thereof, against her husband, the said John Baptist Major, both of the city and district of Montreal.

C. A. ARCHAMBAULT,

Attorney for the plaintiff.
Montreal, 29th October, 1903. 3406

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 824.

Dame Sophie Daignault, épouse commune en biens de Louis Brunelle, commerçant, tous deux du village de Labelle, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Hull, 11 novembre 1903. 3521.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1633.

Dame Mélina Péloquin, épouse commune en biens de Adolphe Joly, machiniste, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 octobre 1903.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 20 octobre 1903. 3297.5

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

Madame Céline Bellemare, épouse commune en biens de Elizée Boisvert, de la ville de Grand'Mère, a intenté devant cette cour, le 16 octobre courant, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

ARTHUR BELIVEAU,
Procureur de la demanderesse.
Grand'Mère, 16 octobre 1903. 3319.5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No 38.

In re Nazaire Dufort, Failli ;
et

J. M. Marcotte, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 28e jour de novembre 1903, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, Nos. 11 et 17, Côte de la Place d'Armes.
J. M. MARCOTTE,
Curateur.
Montréal, 12 novembre 1903. 3549

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
In re Magnan & Frère, Sorel, P. Q.,

Insolvables.
Avis vous est donné que le 14e jour de novembre 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97 rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 novembre 1903. 3553

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charbonneau & Fils, de Magog, Qué., Faillis.
Avis est par le présent donné que le 16e jour de novembre courant (1903), par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des dits faillis,

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 824.

Dame Sophie Daignault, wife common as to property of Louis Brunelle, trader, both of the village of Labelle, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 11th November, 1903. 3522

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1633.

Dame Mélina Péloquin, wife common as to property of Adolphe Joly, machinist, both of the city and district of Montreal, has sued her said husband in separation as to property, the 6th October, 1903.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 20th October, 1903. 3298

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*

Madame Celina Bellemare, wife common as to property of Elizée Boisvert, of the town of Grand'Mère, has instituted before this court, on the 16th of October instant, an action for separation from bed and board against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.
Grand'Mère, 16th October, 1903. 3320

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 38.

In re Nazaire Dufort, Insolvent ;
and

J. M. Marcotte, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the 28th day of November, 1903, after which date the dividends are payable at my office, Nos. 11 and 17, Place d'Armes Hill.
J. M. MARCOTTE,
Curator.
Montreal, 12th November, 1903. 3550

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re Magnan & Frère, Sorel, P. Q.,

Insolvents.
Notice is hereby given that on the 14th day of November, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 21st November, 1903. 3554

Province of Quebec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*

In the matter of Charbonneau & Fils, of Magog, Que., Insolvents.
Notice is hereby given that on the 16th day of November instant (1903), by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the

qui ont fait un [abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, dûment attestées, devront être produites à mon bureau dans les trente jours.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.
Sherbrooke, 17 novembre 1903. 3571

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS ET AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Croil & McCullough Dairy Co. Ltd,
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au dix-septième jour de décembre 1903, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, No 180, rue Saint-Jacques, Montréal.

C. A. McDONNELL,
Liquidateur.

Montréal, 21 novembre 1903. 3573

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 601.

Le onzième jour de novembre mil neuf cent trois.

Ovila Hogue, de la cité et du district de Montréal, comptable, Demandeur ;

vs

A. T. Ogilvie, de la cité et du district de Montréal, et al, Défendeurs ;

et

Dame Margaret Watson et al, es-qual.,
Tiers saisis.

Sur ordre de cette cour, donné le onzième jour de novembre mil neuf cent trois, les créanciers du dit A. T. Ogilvie, l'un des défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,
Député P. C. S.

BRAUBIEN & LAMARCHE,
Avocats du demandeur. 3525.2

Licitation

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 7116.

Avis est donné par les présentes qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le vingtième jour d'octobre courant (1903), dans une cause sous le dit numéro 7116, dans laquelle William Ashley Sheltus, commerçant, de la ville de Bedford, dans le dit district de Bedford, est Demandeur ; et Amos Borden, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts ; Lorenzo Borden, de North Adams, dit état ; Hulda Jane Borden, aussi de North Adams susdit, épouse de Joseph Welsh, du même lieu, et ce dernier pour

above named insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Claims, duly attested, must be filed at my office within thirty days.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street, Sherbrooke, Que.
Sherbrooke, 17th November, 1903. 3572

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of the Croil & McCullough Dairy Co. Ltd,
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the seventeenth day of December, 1903, after which date dividends will be payable at my office, No. 180, Saint James street, Montreal.

C. A. McDONNELL,
Liquidator.

Montreal, 21st November, 1903. 3574

Rule of Court

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 601.

The eleventh day of November, nineteen hundred and three.

Ovila Hogue, of the city and district of Montreal, accountant, Plaintiff ;

vs

A. T. Ogilvie, of the same place, et al, Defendants

and

Dame Margaret Watson et al, es-qual.,
Tiers-saisis.

Under the order of this court, given on the eleventh day of November, one thousand nine hundred and three, the creditors of the said A. T. Ogilvie, one of the defendants in this cause, who have not already filed their claims are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,
Deputy P. S. C.

BRAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff. 3526

Licitation

Province of Québec, }
District of Bedford } *Superior Court.*
No. 7116.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Québec, sitting at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, on the twentieth day of October instant (1903), in a cause under said number 7116, in which William Ashley Sheltus, of the town of Bedford, in the said district of Bedford, trader, is Plaintiff ; and Amos Borden, of the city of Boston, in the state of Massachusetts ; Lorenzo Borden, of North Adams, in said state ; Hulda Jane Borden, also of said North Adams, wife of Joseph Welsh, of the same place, and the latter for

autoriser sa dite épouse aux fins de la présente action ; Martha Borden, de South Acton, en le dit état de Massachusetts, épouse d'Abel Farrer, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Frank Farrer et Herman Farrer, tous deux de South Acton susdit, en le dit état de Massachusetts, tous dans les états-unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation de l'immeuble en question en cette cause, décrite comme suit, savoir :

Un terrain situé à Bedford, au côté sud du chemin qui conduit du village de Bedford à Pike River, formant partie du lot numéro neuf, dans le septième rang des lots du township de Stanbridge, contenant soixante pieds anglais de front sur un arpent de profondeur ; borné en front au nord par le dit chemin, derrière au sud, par Jean-Baptiste Cyr, joignant du côté est Patrick McAleer, et du côté ouest Jean-Bte Cyr, père—avec les bâtisses dessus construites, consistant en une maison en bois à un étage et demi et une remise, maintenant connu et désigné sous le numéro 1285, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dit district.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain (1903), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le dit village de Sweetsburg ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

Z. E. CORNELL,
Avocat du demandeur.
Sweetsburg, 22 octobre 1903. 3351.2
[Première publication, 31 octobre 1903.]

Province de Québec, } District de Montréal. }	Cour Supérieure	
No 394.		
T. Hurtubise,	vs	Demandeur ;
F. Stamford et al.,	et	Défendeurs ;
A. Stamford et al.,		Mis en cause.

LICITATION.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 19e jour d'octobre courant, 1903, dans une cause dans laquelle Théophile Hurtubise, charretier, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Frank H. Stamford, de Wells, Delta, Michigan, l'un des états-unis d'Amérique ; George A. Stamford et William E. Stamford, d'Arundel, dans le district de Terrebonne ; Alfred Stamford, de Huberdeau, district de Terrebonne ; Charles J. Stamford, d'Arundel, district de Terrebonne ; Mary Jane Stamford, du même lieu, épouse d'Alexander Wood, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, et pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Lizzie A. Stamford, du même lieu, épouse de John Silverson, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Vina Victoria Sanderson, épouse de Denis

the purpose of authorizing his said wife herein ; Martha Borden, of South Acton, in said state of Massachusetts, wife of Abel Farrer, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Frank Farrer and Herman Farrer, both of said South Acton, in said state of Massachusetts, all in the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of the immovable property in question in this cause, described as follows, to wit :

A piece and parcel of land situate at Bedford aforesaid, on the south side of the road leading from the village of Bedford to Pike River, forming part of lot number nine, in the seventh range of lots of the township of Stanbridge, containing sixty feet, english measure, in front by one arpent in depth ; bounded in front to the north by the said road, in rear to the south, by Jean Baptiste Cyr, père, joining on the east side Patrick McAleer, and on the west side by Jean Bte. Cyr, senior—with the buildings thereon, consisting of a one and one half story wooden house and shed, now known and designated as lot number 1285, of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, said district.

The immovable property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next (1903), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the said village of Sweetsburg ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

Z. E. CORNELL,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 22nd October, 1903. 3352
[First published, 31st October, 1903.]

Province of Quebec, } District of Montreal. }	Superior Court.	
No. 394.		
T. Hurtubise,	vs	Plaintiff ;
F. Stamford et al.,	and	Defendants ;
A. Stamford et al.,		Mis en cause.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by virtue of a judgment of the superior court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the 19th day of October instant, 1903, in a case where Théophile Hurtubise, carter, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Frank H. Stamford, of Wells, Delta, Michigan, one of the united states of America ; George A. Stamford and William E. Stamford, of Arundel, in the district of Terrebonne ; Alfred Stamford, of Huberdeau, district of Terrebonne ; Charles J. Stamford, of Arundel, district of Terrebonne ; Mary Jane Stamford, of the same place, wife of Alexander Wood, and the same, personally as head of the community according judgment of 19th November, 1902, of the same place, and for authorizing his said wife to these presents ; Lizzie A. Stamford, of the same place, wife of John Silverson, and the same, personally as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents ; Vina Victoria Sanderson, wife of Denis Hynes, of Graham's, district

Hynes, de Graham's, district de Montréal, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Ellen Sanderson, épouse de John Bannon, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, et pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Henry Sanderson, de la paroisse de Rigaud, dit district, tous héritiers dans la succession de feu Margaret Sanderson, épouse de feu Samuel Henry, en son vivant marchand, des cité et district de Montréal, et les héritiers de la succession de feu Samuel Henry, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, dit district, sont Défendeurs; et Alfred Stamford et David Forsyth, de la dite cité de Montréal, en-qualité d'exécuteurs testamentaires des dernières volontés de la dite feu Margaret Sanderson, sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, cité de Montréal, étant partie du lot No 58 (cinquante-huit), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, de la superficie de 115 x 90 pieds, avec front sur la rue Saint-Jacques et bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Procureur du demandeur.

Vraie copie,
J. OCTAVE MOUSSEAU,
Procureur du demandeur.
Montréal, 21 octobre 1903. 3349.2
[Première publication, 31 octobre 1903.]

Ratification

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *our Supérieure.*

Avis de requête en ratification de titre.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, un acte passé devant Mtre Louis Lavergne, notaire public, à Arthabaskaville, le six mai 1899, entre Phidime Noël, cultivateur, demeurant dans la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, et Thomas Corriveau, cultivateur, demeurant au même lieu, étant une vente par le dit Phidime Noël au dit Thomas Corriveau, de l'immeuble suivant, savoir : La moitié nord-ouest du lot No 8, dans le troisième rang du township de Chester, contenant environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, sous le numéro cent quatre-vingt-seize (196), et en la possession du dit Phidime Noël, comme propriétaire, pendant les trois dernières années qui ont précédé le présent avis; et toutes les personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel il a

of Montreal, and the same, personally, as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents; Ellen Sanderson, wife of John Bannon, of the city of Saint Henri, district of Montreal, and the same, personally as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents, and Henry Sanderson, of the parish of Rigaud, said district, all heirs in the estate of late Margaret Sanderson, wife of late Samuel Henry, in his life merchant, of the city and district of Montreal, and the heirs of the estate of late Samuel Henry, in his life time merchant, of the city of Montreal, said district, are Defendants; and Alfred Stamford and David Forsyth, of the said city of Montreal, in their quality of testamentary executors of the last will of the said late Margaret Sanderson, are *mis en cause*, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A plot of land located and situated in the Saint Antoine's ward, city of Montreal, being part of the lot No. 58 (fifty eight), to the official plan and book of reference of the said ward, of the measure 115 x 90 feet, with front on the Saint James street, and buildings thereon erected.

The hereabove described immovable will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, the THIRD day of DECEMBER next, in the court room of the court house, of the city of Montreal, sitting the court; subject to the charges, clauses and conditions of the list of charges fyled in the prothonotary's office of said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, must be filed in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day fixed as above for the said sale and adjudication; and all oppositions for payment must be fyled within six days after adjudication; and, in default by the parties to fyle said oppositions within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Attorney for plaintiff.

True copy,
J. OCTAVE MOUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st October, 1903. 3350
[First published, 31st October, 1903.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Notice of confirmation of title.

Notice is hereby given that has been deposited in the office of the prothonotary of the superior court of the district of Arthabaska, a deed passed before Mtre Louis Lavergne, notary public, at Arthabaskaville, on the sixth day of May, 1899, between Phidime Noel, farmer, residing in the parish of Sainte-Hélène de Chester, and Thomas Corriveau, also a farmer, residing in the same place, being a deed of sale by the said Phidime Noel to the said Thomas Corriveau, of the following property, viz : North west half of the lot No. 8, in the third range of the township of Chester, containing about one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, known and distinguished at the official cadastre for the parish of Sainte-Hélène de Chester, under No. one hundred and ninety six (196), and in the possession of the said Phidime Noel, as owner, during the three years next before this notice; and all persons who claim some privilege or hypothec upon the immovable, immediately before the registra-

été acquis par le dit Thomas Corriveau, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour, vendredi, le 18 décembre prochain, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, et les mentionnées dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont pour le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après le dit jour; à défaut de quoi, elles seront, pour toujours, forcloses du droit de le faire.

Daté ce 9 novembre 1903.

(Signé) HENRI LAURIER,
Protonotaire de la cour supérieure.

(Vraie copie),

HENRI LAURIER,
P. C. S. 3507.2
[Première publication, 14 novembre 1903.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **M**AXIME LAROCHELLE,
No 3688. } Demandeur; contre
ALPHONSE CHOLLEY, Défendeur, savoir :

1° Un morceau de terre contenant un demi arpent de front sur un arpent et demi de profondeur, étant à distraire du lot numéro un A (1 A), du cadastre officiel pour le rang A, du canton de Watford, comté de Dorchester; borné en front au chemin public à l'ouest, au sud par le cimetière, et des autres côtés par Maxime Larochelle, et à la profondeur à l'équerre de la clôture du cimetière—circonstances et dépendances.

2° Une portion de terrain comprise entre le cimetière de Saint-Prospère, en allant au sud jusqu'à trois arpents du lot numéro trois (3), étant partie du lot numéro un B (1 B), et du lot numéro deux (2), du cadastre officiel pour le rang A, nord-est du canton de Watford susdit; borné en front, à l'ouest au chemin public, à l'est par Maxime Larochelle, au cimetière du côté nord, et à Thomas Rodrigue au sud, contenant environ trois arpents de front sur la profondeur du cimetière.

3° Tous les droits et prétentions du dit Alphonse Cholley sur le lot connu et désigné comme le lot numéro deux (2), du cadastre officiel pour le huitième rang nord-est du dit canton de Watford—circonstances et dépendances, étant à distraire cette partie du dit lot décrit comme suit : Un lopin de terre contenant vingt et un arpents en superficie, étant de forme irrégulière; borné en front par le chemin Saint-Louis, à la profondeur partie par Xavier Mercier et partie par le chemin de Saint-Zacharie, du côté nord-est par Xavier Mercier, et du côté sud-ouest partie par Louis Morin et partie par Cyrille Larochelle—circonstances et dépendances.

4° Tous les droits et prétentions du dit Alphonse Cholley sur le lot connu et désigné comme le lot numéro trois (3), du cadastre officiel pour le huitième rang nord-est du dit canton de Watford.

5° Le lot numéro trois B (3 B), du rang A, du dit canton de Watford.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prospère, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de St-Joseph, Beauce, 26 octobre 1903. 3357.2

[Première publication, 31 octobre 1903.]

tion of the said deed by which the said land has been acquired by the said Thomas Corriveau, are notified that on Friday, the 18th day of December next, a demand of confirmation of title will be presented to the said court, and unless that their claims be not such as those the registrar is bound, by the dispositions of the code of civil procedure, to mention in his certificate to be filed in this case, they are by these presents required to file their oppositions by writing in the office of the said protonotary within the six days next after the said day; failing which they will be foreclosed forever of the right of so doing.

Dated this 9th November, 1903.

(Signed), HENRI LAURIER,
Prothonotary of the superior court.

(A true copy),

HENRI LAURIER,
P. S. C. 3508
[First published, 14th November, 1903.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **M**AXIME LAROCHELLE,
No. 3688. } Plaintiff; against AL-
PHONSE CHOLLEY, Defendant, to wit :

1. A piece of land containing one half arpent in front by one arpent and a half in depth, to be taken off lot number one A (1 A), of the official cadastre for the range A, of the township of Watford, county of Dorchester; bounded in front by the public road on the west, on the south by the cemetery, and on the other sides by Maxime Larochelle, and in rear by the line (equerre) of the cemetery fence—circumstances and dependencies.

2. A piece of land comprised between the cemetery of Saint Prosper, running south to three arpents from lot number three (3), being part of lot number one B (1 B), and from lot number two (2), of the official cadastre for range A, north east of the township of Watford aforesaid; bounded in front to the west by the public road, on the east by Maxime Larochelle, by the cemetery on the north side, and by Thomas Rodrigue on the south, containing about three arpents in front by the depth of the cemetery.

3. All the rights and claims of the said Alphonse Cholley on the lot known and described as lot number two (2), of the official cadastre for the eighth range north east of the said township of Watford—circumstances and dependencies, reserving and excepting that part of the said lot described as follows : A lot of land containing twenty one arpents in area, being of irregular outline; bounded in front by the Saint Louis road, in rear partly by Xavier Mercier and partly by the Saint Zacharie road, on the north east side by Xavier Mercier, and on the south west side partly by Louis Morin and partly by Cyrille Larochelle—circumstances and dependencies.

4. All the rights and claims of the said Alphonse Cholley on the lot known and described as lot number three (3), of the official cadastre for the eighth range north east of the said township of Watford.

5. Lot number three B (3 B), of range A, of the said township of Watford.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the SECOND day of DÉCEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th October, 3358
1903.

[First published, 31st October, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE SAINT-HENRI**, corporation municipale, ayant sa place d'affaires à Saint-Henri, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **PHILIBERT TRUDEAU**, de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Saint-Henri ; borné en front par la rue Delinelle, connu et désigné sous le numéro quarante-trois (43), de la subdivision du lot numéro mille sept cent sept (1707), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et avec droit de passage (passage mitoyen) avec le propriétaire voisin, et étant le lot numéro de subdivision quarante-quatre, du dit lot numéro dix-sept cent sept, des susdits plans, et ce à perpétuité.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-QUATRIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 novembre 1903.
[Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME ANASTASIE** No 2315. } **POISSANT**, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de Adolphe Duperreault, commerçant, du même lieu, et le dit Adolphe Duperreault, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ADOLPHE CHARETTE**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un terrain vacant situé dans la ville de Saint-Louis, district de Montréal, connu sous le numéro quarante-neuf (49), de la redvision officielle d'une partie du numéro deux (2), de la subdivision officielle du terrain désigné sous le numéro douze (12), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de vingt-quatre pieds en largeur, en front et en arrière, sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise ; tenant devant à l'avenue du Parc, derrière à la ruelle douze-deux-trente-quatre, de la dite redvision, d'un côté au numéro douze-deux-quarante-huit, de la dite redvision, et de l'autre côté au numéro douze-deux-cinquante, de la dite redvision. Avec droit de passage en commun avec tous ceux que de droit, dans la dite ruelle, pour communiquer à et de la rue Edouard Charles, à et de la rue Saint-Louis, sans l'embarasser et aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-QUATRIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 novembre 1903.
[Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LOUIS JOSEPH CHARLES** No 415. } **EMILE BOYER**, avocat, **MARIE AUGUSTE AURELIEN BOYER**, ingénieur civil, **L'HONORABLE JOSEPH ROSAIRE**

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE CITY OF SAINT-HENRI**, a municipal corporation, having its place of business at Saint-Henri, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **PHILIBERT TRUDEAU**, of Saint-Henri, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Saint-Henri ; bounded in front by Delinelle street, known and described as number forty three (43), of the subdivision of lot number one thousand seven hundred and seven (1707), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a house and other buildings thereon erected, and with a right of passage (in common) with the adjoining proprietor, and being subdivision lot number forty four, of the said lot number one thousand seven hundred and seven, of the said plans, and this forever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY FOURTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 17th November, 1903.
[First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME ANASTASIE** No 2315. } **POISSANT**, of the town of Saint-Louis, in the district of Montreal, wife separated as to property of Adolphe Duperreault, trader, of the same place, and the said Adolphe Duperreault, a party hereunto to authorize his said wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ADOLPHE CHARETTE**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A vacant lot situated in the town of Saint-Louis, district of Montreal, known and described as number forty nine (49), of the official redvision of a part of number two (2), of the official subdivision of the lot described as number twelve (12), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, containing twenty-four feet in width, in front and rear, by eighty feet in depth, english measure ; bounded in front by Park avenue, in rear by the lane twelve-two-thirty four, of the said redvision, on one side by number twelve-two-forty eight, of the said redvision, and on the other side by number twelve-two-fifty of the said redvision. With right of passage in common with all those entitled thereto, in the said lane, to communicate to and from Edouard Charles street, to and from Saint-Louis street, without encumbering it and on the usual conditions of repair.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY FOURTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 17th November, 1903.
[First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LOUIS JOSEPH CHARLES** No 415. } **EMILE BOYER**, advocate, **MARIE AUGUSTE AURELIEN BOYER**, civil engineer, the **HONORABLE JOSEPH ROSAIRE**

THIBAudeau, tous trois de la cité et du district de Montréal, ce dernier en sa qualité de curateur à la substitution dont Louis Alphonse Boyer est grevé aux termes du testament de feu Louis Boyer, son père, Demandeurs; contre les terres et tenements de **MARIE LOUISE SURPRENANT**, épouse séparée de biens de Camille Poirier, de la ville de Lachine, district de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1° L'immeuble connu et désigné sous le numéro deux, de la subdivision du lot numéro cent soixante et quatorze, sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front à la rue Saint-Adolphe—avec les bâtisses et dépendances y érigées, avec ensemble le lot connu et désigné sous le numéro trois, de la subdivision du dit lot numéro cent soixante et quatorze, des susdits plan et livre de renvoi, étant un passage de huit pieds à l'arrière du lot ci-dessus décrit. A charge de permettre au propriétaire du lot numéro quatre, de la subdivision du susdit lot numéro cent soixante-quatorze, de s'en servir en commun avec le propriétaire du lot en premier lieu décrit.

2° Un emplacement ayant front à la rue du Collège, dans la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec une maison en bois contenant deux logements et dépendances.

3° Un lot de terre ayant front à la rue Saint-Alphonse, dans la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et dix-huit, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la dite ville de Lachine—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 28 octobre 1903. 3381.2
[Première publication, 31 octobre 1903.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUÉBEC**; vs. No 1964. } **CAROLINE VILLE-NEUVE**, veuve Louis Hébert, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 911 (neuf cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue Morin, contenant vingt pieds de front sur soixante pieds de profondeur, le tout plus ou moins; bornée par devant au sud à la dite rue Morin, par derrière au nord par le lot No 152, des concessions de la rue Bagot, joignant d'un côté à l'est l'autre demi emplacement, et l'autre côté à l'ouest par le No 168, des dites concessions—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 novembre 1903. 3591
[Première publication, 21 novembre 1903.]

THIBAudeau, all three of the city and district of Montreal, the latter in his quality of curator to the substitution of which Louis Alphonse Boyer is the institute under the terms of the will of the late Louis Boyer, his father, Plaintiffs; against the lands and tenements of **MARIE LOUISE SURPRENANT**, wife separated as to property of Camille Poirier, of the town of Lachine, district of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

1 The lot known and described as number two, of the subdivision of the lot number one hundred and seventy four, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Adolphe street—with the buildings and dependencies thereon erected, together with the lot known and described as number three, of the subdivision of the said lot number one hundred and seventy four, of the said plan and book of reference, being a passage of eight feet in rear of the lot herein above described. Subject to the charge of allowing the proprietor of lot number four, of the subdivision of the said lot number one hundred and seventy four, to use it in common with the proprietor of the lot firstly described.

2 A lot of land fronting on College street, in the town of Lachine, district of Montreal, and known and designated as number four hundred and eighty three, on the official plan and book of reference of the town of Lachine—with a wooden house containing two dwellings and dependencies.

3 A lot of land fronting on Saint Alphonse street, in the town of Lachine, district of Montreal, known and described as number five hundred and seventy eight, on the official plan and book of reference, in the said town of Lachine—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 28th October, 1903. 3382
[First published, 31st October, 1903.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC**; vs. No. 1964. } **CAROLINE VILLE-NEUVE**, widow of Louis Hébert, to wit :

The south west half of lot No. 911 (nine hundred and eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Morin street, containing twenty feet in front by sixty feet in depth, the whole more or less; bounded in front to the south by the said Morin street, in rear to the north by lot No. 152, of the concessions of Bagot street, on one side to the east by the other half lot, and on the other side to the west by No. 168, of the said concessions—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th June, to the Hôtel-Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th November, 1903. 3592
[First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 2481. } contre PHILOMENE
SIMARD ET VIR, à savoir :

La juste moitié nord-est du lot No 1405 (mille quatre cent cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi-emplacement situé sur la rue Hermine, contenant vingt pieds de front sur soixante pieds de profondeur—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Québec, 20 novembre 1903.	3589
[Première publication, 21 novembre 1903.]	

FIERI FACIAS

Circuit de Quebec

Québec, à savoir : } LA COMMUNAUTE DES
No 2569. } RELIGIEUSES DE
L'HOPITAL-GENERAL DE QUEBEC ; contre
DAME CAROLINE BORNAIS, veuve Charles
Roy, à savoir :

La partie nord du lot No 1337 (mille trois cent trente-sept), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Nelson et Colomb, mesurant environ quarante-deux pieds et dix pouces de front sur la dite rue Nelson ; borné au sud par le reste du dit lot No 1337—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$7.63, payable le 29 septembre à la Communauté des Religieuses de l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Québec, 5 novembre 1903.	3467.2
[Première publication, 7 novembre 1903.]	

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs.
No. 1665. } JEAN-BAPTISTE PELLE-
LETIER, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 1258 (mille deux cent cinquante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisseau, mesurant environ trente pieds de front sur quarante pieds de profondeur ; borné au nord-est par le reste du dit lot No 1258, au sud-ouest par la rue Saint-Germain, au nord par la rue Boisseau, au sud par le lot No. 1259—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du shérif,	Shérif.
Québec, 5 novembre 1903.	3465.2
[Première publication, 7 novembre 1903.]	

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2481. } against PHILOMENE SI-
MARD ET VIR, to wit :

The exact north east half of lot No. 1405 (one thousand four hundred and five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Hermine street, containing twenty feet in front by sixty feet in depth—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Quebec, 20th November, 1903,	3590
[First published, 21st November, 1903.]	

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } LA COMMUNAUTE DES RE-
No. 2569. } LIGIEUSES DE L'HOPIT-
TAL GENERAL DE QUEBEC ; against DAME
CAROLINE BORNAIS, widow of Charles Roy, to
wit :

The north part of lot No. 1337 (one thousand three hundred and thirty seven), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the north west corner of Nelson and Colomb streets, measuring about forty two feet ten inches in front on the said Nelson street ; bounded on the south by the residue of the said lot No. 1337—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$7.63, payable on the 29th of September to the Reverend Ladies of the Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Quebec, 5th November, 1903.	3468
[First published, 7th November, 1903.]	

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs.
No. 1665. } JEAN BAPTISTE PELLE-
TIER, to wit :

The south west half of lot No. 1258 (one thousand two hundred and fifty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being a lot situate on Boisseau street, measuring about thirty feet in front by forty feet in depth ; bounded on the north east by the residue of the said lot No. 1258, on the south west by Saint Germain street, on the north by Boisseau street, and on the south by lot No. 1259—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th June to the Reverend Ladies of the Hôtel-Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Quebec, 5th November, 1903.	3466
[First published, 7th November, 1903.]	

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 41. } **JOSEPH GOULET, Demandeur ; contre JOSEPH JOYAL, Défendeur.**

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le quatrième jour d'août dernier, 1903, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, aura lieu à la folle enchère de Willie Joyal, à DIX heures de l'avant-midi, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, 1903, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du shérif, Saint-Hyacinthe, 16 novembre 1903. Shérif. 3565
[Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No 96. } **LA CORPORATION DU SEMINAIRE DE SAINT-HYACINTHE, THE D'YAMASKA, Demanderesse ; vs. DAME ARMINA BRODEUR ET VIR, Défendeurs.**

1° Une terre située dans le premier rang de la paroisse de Sainte-Hélène, comté de Bagot, contenant deux arpents de largeur sur trente de longueur, plus ou moins, connue comme étant le lot numéro soixante et cinq (65), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain contigu à celui sus décrit, contenant deux arpents de largeur sur trente arpents de longueur, plus ou moins, connu comme étant le lot numéro soixante et six (66), du dit cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le PREMIER DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 30 octobre 1903. Shérif. 3379.2
[Première publication, 31 octobre 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS. MANDAT DES CURATEURS CONJOINTS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE MOSES GOLDENBERG, Failli ; et ARTHUR GAGNON ET L. A. CARON, curateurs conjoints.**

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au coin des rues Martin et Cartier, et composé des lots de terra numéros treize cent quatre-vingt-neuf (1389) et treize cent quatre-vingt-dix (1390), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, de la contenance mentionnée et exprimée dans le dit livre de renvoi, sans toutefois aucune garantie de mesure précise—avec la maison de bois à deux étages et à deux corps de logis et autres bâtisses dessus.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. No. 41. } **JOSEPH GOULET, Plaintiff ; against JOSEPH JOYAL, Defendant.**

Notice is hereby given that the sale of the immoveable property seized in this cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, on the fourth day of August last, 1903, at the door of the parochial church of the parish of Saint Ephrem d'Upton, will take place for false bidding upon Willie Joyal, purchaser in default, at TEN o'clock of the forenoon, on the SEVENTH day of DECEMBER next, 1903, at the door of the parochial church of the parish of Saint Ephrem d'Upton.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 16th November, 1903. Sheriff. 3566
[First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinth. No. 96. } **LA CORPORATION DU SEMINAIRE DE SAINT-HYACINTHE, THE D'YAMASKA, Plaintiffs ; vs. DAME ARMINA BRODEUR ET VIR, Defendants.**

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Sainte Hélène, Bagot county, containing two acres in width by thirty in depth, more or less, known as lot number sixty five (65), of the official cadastre for the said parish of Sainte Hélène—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land adjoining the one above described, containing two acres in width by thirty acres in depth, more or less, known as being lot number sixty six (66), of the official cadastre for the said parish of Sainte Hélène—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Hélène, on the FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 30th October, 1903. Sheriff. 3380
[First published, 31st October, 1903.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS. JOINT CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **IN RE MOSES GOLDENBERG, Insolvent ; and ARTHUR GAGNON AND L. A. CARON, joint curators.**

A lot situate in the city of Three Rivers, on the corner of Martin and Cartier streets, and made up of the lots of land numbers thirteen hundred and eighty nine (1389) and thirteen hundred and ninety (1390), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, of the contents mentioned and set forth in the said book of reference, but without any warranty of precise measurement—with the two storey wooden house and in two dwellings, and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, in the city

cité des Trois-Rivières, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 18 novembre 1903. 3575
[Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No 2540. } ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité de Québec. Demanderesse ; vs CHARLES JOSEPH EUGENE CHARBONNEAU, Défendeur.

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro sept cent trente-sept (737), de la subdivision du lot numéro six cent vingt-huit (628), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de deux cent soixante et cinq pieds dans la ligne sud-ouest et de deux cent trente pieds de la ligne nord-est, mesure anglaise, contenant vingt-quatre mille huit cent cinquante pieds en superficie, plus ou moins ; borné en avant par Hemlock Avenue (Nos 628-740), en arrière par un embranchement de la compagnie Great Northern Railway, au sud-ouest par une ruelle qui doit être ouverte entre le dit lot et le numéro sept cent trente-six (628-736), tel que démontré au nouveau plan de subdivision projeté, et au nord-est par le numéro sept cent trente-huit (628-738)—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et le droit de passage en commun avec la propriétaire du lot adjoignant, dans la susdite ruelle.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 novembre 1903. 3529
Publication du 14 novembre 1903, nulle.
[Première publication, 21 novembre 1903.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7389.

Canton Wexford.

1er rang.

- Le lot 31, à Ad. Beausoleil.
- Le lot 32, à Siméon Lacroix.
- Le lot 33, à Siméon Lacroix.
- Le lot 36, à Maurice Beauchamp.
- Le lot 37, à B. Beauchamp.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

of Three Rivers, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1903, 3576
[First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit : } SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No. 2540. } ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, a body politic and corporate, and having its chief place of business in the city of Québec, Plaintiffs ; vs CHARLES JOSEPH EUGENE CHARBONNEAU, Defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, known and described as number seven hundred and thirty seven (737), of the subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, measuring one hundred feet in width by a depth of two hundred and sixty five feet on the south west alignment and of two hundred and thirty feet on the north east alignment, english measure, containing twenty four thousand eight hundred and fifty feet in area, more or less ; bounded in front by Hemlock avenue, (No. 628 740), in rear by a branch line of the Great Northern railway, on the south west by a lane to be opened between the said lot and number seven hundred and thirty six (628-736), such as shewn on the new projected subdivision plan, and on the north east by number seven hundred and thirty eight (628-738)—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the right in common with the proprietor of the adjoining lot, by the said lane.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 11th November, 1903. 3530
Publication of the 14th November, 1903, is null.
[First published, 21st November, 1903]

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 7389.

Township of Wexford.

1st range.

- Lot No. 31, to Ad. Beausoleil.
- Lot No. 32, to Siméon Lacroix.
- Lot No. 33, to Siméon Lacroix.
- Lot No. 36, to Maurice Beauchamp.
- Lot No. 37, to B. Beauchamp.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 20th November, 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj : 7390.

Canton Alleyn.

5e rang.

Le lot No 25, à William Cluff.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj : 7388.

Canton Warwick.

4e rang.

La $\frac{1}{2}$ S. O. du lot No 12, à Ed. Bergeron.E. E. TACHE,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7391.

Canton Ham.

4e rang.

La $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 11, à Octave Poirier.E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7385.

Canton Dudswell.

9e rang.

La $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 19, à Gonzague Paquin.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj : 7390.

Township of Alleyn.

5th range.

Lot 25, to William Cluff.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th November, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj : 7388.

Township of Warwick.

4th range.

The S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 12, to Ed. Bergeron.E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th November, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7391.

Township of Ham.

4th range.

The N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 11, to Octave Poirier.E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th November, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7385.

Township of Dudswell.

9th range.

The S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 19, to Gonzague Paquin.

La $\frac{1}{2}$ S. O. de la $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 19, à John Bougie.

La $\frac{1}{2}$ N. E. de la $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 19, à Alex. Boisvert.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7386.

Canton Archambault.
11e rang.

Les lots 53 et 54, à Maurice Roy.
Le lot 55, à J. B. Robert.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7387.

Canton Wolfe.
14e range.

Le lot 2, à Trefflé Hogue.
Le lot 3, à Delphis Hogue.
Le lot 4, à Odilon Gamache.
Le lot 11, à Théophile Rault.
La partie est du lot 23, à Félix Paquet.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 20 novembre 1903.

3593

Québec, 19 novembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur l'Administrateur de la Province, par Joseph Roch Mainville, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Philius Mainville, en son vivant notaire public, de la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat.

3579

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

The S. W. $\frac{1}{2}$ of the N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 19, to John Bougie.

The N. E. $\frac{1}{2}$ of the N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 19, to Alex. Boisvert.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th November, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7386.

Township of Archambault.
11th range.

Lots 53 and 54, to Maurice Roy.
Lot 55, to J. B. Robert.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 20th November, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7387.

Township Wolfe.
14th range.

Lot No. 2, to Trefflé Hogue.
Lot No. 3, to Delphis Hogue.
Lot No. 4, to Odilon Gamache.
Lot No. 11, to Théophile Rault.
The east part of lot 23, to Félix Paquet.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries,
Quebec, 20th November, 1903.

3594

Quebec, 19th November, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Administrator of the Province, by Joseph Roch Mainville, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Philius Mainville, in his lifetime notary public, of the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code.

3580

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No. 978.
 Dame Céline Legault, de la ville de Salaberry de
 Valleyfield, épouse commune en biens de John
 Durnin, commerçant, du même lieu,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit John Durnin, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, contre le défendeur.

SEERS & LAURENDEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Salaberry de Valleyfield, 18 novembre 1903.
 3587

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re George Ducharme, Insolvable ;
 et
 Bilodeau et Chalifour, Curateurs.
 Un premier et final bordereau de collocation a été
 préparé en cette cause ; les collocations seront
 payables à nos bureaux à partir du septième jour de
 décembre 1903.
 Toute contestation à tel dividende devra être dé-
 posée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
 A. O. CHALIFOUR,
 Curateurs conjoints.
 15, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 19 novembre 1903. 3585

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Mills & Rafferty, maîtres charre-
 tiers, de la cité de Montréal, Faillis ;
 et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a
 été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 9e jour de décembre 1903, après
 laquelle date les dividendes seront payables dans
 mon bureau.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.
 1598, rue Notre Dame.
 Montréal, 19 novembre 1903. 3583

District de Rimouski.

In re John F. Mair, Saint-Moïse, Insolvable.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jus qu'au 7 décembre 1903, date après laquelle
 ce dividende sera payable à mon bureau.
 V. E. PARADIS,
 Curateur.
 Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 19 novembre 1903. 3581

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 978.
 Dame Céline Legault, of the town of Salaberry de
 Valleyfield, wife common as to property of John
 Durnin, of the same place, trader,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said John Durnin, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted, this day, against the defendant.

SEERS & LAURENDEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Salaberry de Valleyfield, 18th November, 1903.
 3588

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
In re George Ducharme, Insolvent ;
 and
 Bilodeau and Chalifour, Curators.
 A first and final bordereau of dividend has been
 prepared in this cause ; the collocations will be
 payable at our offices from the seventh day of De-
 cember, 1903.
 Any contestation to such dividend must be de-
 posited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
 A. O. CHALIFOUR,
 Joint curators.
 15, Saint James street.
 Montreal, 19th November, 1903. 3586

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Mills & Rafferty, masters-carters,
 of the city of Montreal, Insolvents.
 and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, and will be open to objection until
 the 9th day of December, 1903, after which date
 dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 1598, Notre Dame street.
 Montreal, 19th November, 1903. 3584

District of Rimouski

In re John F. Mair, Saint Moïse, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, and will be open to objection until
 7th December, 1903, and after which date this
 dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
 Curator.
 Office, 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 19th November, 1903. 3582

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 47.*

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS** :—Dmes Boisvert vs Landry, 1714 ; Daignault vs Brunelle, 1715 ; Gélinas vs Ferron, 1714 ; Legault vs Durnin, 1727 ; Péloquin vs Joly, 1715 ; Perreault vs Major, 1714 ; Thivierge vs Grégoire, 1714.
- ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :—Dmes Bellemare vs Boisvert, 1715.
- ANNONCEURS** :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1707.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1711 ; Conseil législatif, 1710.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE** :—The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association, 1713.
- FAILLIS** :—Charbonneau & Fils, 1715 ; Ducharme, 1727 ; Dufort, 1717 ; Magnan & Frères, 1715 ; Mair, 1727 ; Mills & Rafferty, 1727.
- LETRES PATENTES** :—Institut Dentaire Franco-Américain, 1708.
- LIQUIDATION** :—Croil & McCullough Dairy Co, 1716.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Demande d'annexer :—Bedford à N. D. des Anges de Stanbridge, 1709.
- NOMINATIONS** :—Cour des commissaires :—Saint-François, 1707 ; Beauce, 1707.
Juges de paix :—District de Montréal, 1707.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT** :—De Ls. Gervais à Victor Joannette, 1709 ; De Philias Mainville à Jos. Roch Mainville, 1724.
- PROCLAMATION** :—Convocation des chambres, 1708.
- RATIFICATION** :—Corriveau, 1718.
- RÈGLE DE COUR** :—Hogue vs Ogilvie *et al*, 1716.
- TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION** :—Cantons Alleyn, 1725 ; Archambault, 1726 ; Awantjish, 1709 ; Cabot, 1709 ; Dudswell, 1725 ; Ham, 1725 ; Humqui, 1710 ; Lepage, 1710 ; Matalik, 1709 ; McNider, 1709 ; Ristigouche, 1710 ; Warwick, 1725 ; Wexford, 1724 ; Wolfe, 1726.
- VENTES PAR LICITATION** :—Hurtubise vs Stanford *et al*, 1717 ; Sheltus vs Borden *et al*, 1716.
- VENTES PAR LES SHERIFS** :
- BEAUCE** :—Larochelle vs Cholley, 1719.
- MONTREAL** :—Boyer *et al* vs Dme Cholley, 1720 ; Dme Poissant vs Charette, 1720 ; La cité de Saint-Henri vs Trudeau, 1720.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 47.*

- ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY** :—Dmes Boisvert vs Landry, 1714 ; Daignault vs Brunelle, 1715 ; Gélinas vs Ferron, 1714 ; Legault vs Durnin, 1727 ; Péloquin vs Joly, 1716 ; Perreault vs Major, 1714 ; Thivierge vs Grégoire, 1714.
- ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD** :—Dmes Bellemare vs Boisvert, 1715.
- ADVERTISERS** :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1707.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1711 ; Legislative Council, 1710.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE** :—The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association, 1713.
- INSOLVENTS** :—Charbonneau & Fils, 1715 ; Ducharme, 1727 ; Dufort, 1715 ; Magnan & Frères, 1715 ; Mair, 1727 ; Mills & Rafferty, 1727.
- LETTERS PATENT** :—Institut Dentaire Franco-Américain, 1708.
- LIQUIDATION** :—Croil & McCullough Dairy Co, 1716.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :—Application to annex :—Bedford to N. D. des Anges de Stanbridge, 1709.
- APPOINTMENTS** :—Commissioners court :—Saint Francis, 1707 ; Beauce, 1707.
Justices of the peace :—District of Montreal, 1707.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER** :—From Ls. Gervais to Victor Joannette, 1709 ; From Philias Mainville to Jos. Roch Mainville, 1724.
- PROCLAMATION** :—Parliament convoked, 1708.
- RATIFICATION** :—Corriveau, 1718.
- RULE OF COURT** :—Hogue vs Ogilvie *et al*, 1716.
- CROWN LANDS, CANCELLATION** :—Townships Alleyn, 1725 ; Archambault, 1726 ; Awantjish, 1709 ; Cabot, 1709 ; Dudswell, 1725 ; Ham, 1725 ; Humqui, 1710 ; Lepage, 1717 ; Matalik, 1709 ; McNider, 1709 ; Ristigouche, 1710 ; Warwick, 1725 ; Wexford, 1724 ; Wolfe, 1726.
- SALES BY LICITATION** :—Hurtubise vs Stanford *et al*, 1717 ; Sheltus vs Borden *et al*, 1716.
- SHERIFFS' SALES** :
- BEAUCE** :—Larochelle vs Cholley, 1719.
- MONTREAL** :—Boyer *et al* vs Dme Cholley, 1720 ; Dme Poissant vs Charette, 1720 ; The city of Saint Henri vs Trudeau, 1720.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Dme Simard *et vir*, 1722 ; La cité de Québec vs Dme Villeneuve, 1721 ; La cité de Québec vs Pelletier, 1722 ; L'Hôpital Général vs Dme Bornais, 1722.

SAINT-HYACINTHE :—Goulet vs Joyal, 1721 ; La Corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska vs Dme Brodeur *et vir*, 1723.

TROIS-RIVIÈRES :—Goldenberg, failli, 1723 ; Société de Prêts et Placements de Québec vs Charbonneau, 1724.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Dme Simard *et vir*, 1722 ; The city of Quebec vs Dme Villeneuve, 1721 ; The city of Quebec vs Pelletier, 1722 ; L'Hôpital Général vs Dme Bornais, 1722.

SAINT HYACINTH :—Goulet vs Joyal, 1721 ; La Corporation du séminaire de Saint Hyacinthe d'Yamaska vs Dme Brodeur *et vir*, 1723.

THREE RIVERS :—Goldenberg, insolvent, 1723 ; Société de Prêts et Placements de Québec vs Charbonneau, 1724.

